

Rendez-vous des féministes pacifistes à Bruxelles

Autor(en): **Käppeli, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **71 (1983)**

Heft [4]

PDF erstellt am: **18.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276817>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les mères de mai



Photo Aldag-Interpresse

La présidente et la vice-présidente

Le 30 avril 1977, sur la Place de Mai, à Buenos Aires, elles étaient quatorze, quatorze mères dont les enfants avaient « disparu » et qu'on a sitôt appelé « Les folles de mai ». Aujourd'hui, elles sont des centaines qui viennent tous les jeudis sur la place pour manifester silencieusement contre la violation de leur dignité de mère. Il n'est plus question des folles. Le gouvernement argentin se trouve confronté à un mouvement organisé et fort, doté de statuts propres et, surtout, composé de femmes décidées à tout pour que le mot famille ait encore un sens pour elles.

Hebe Pastor de Bonafini est présidente du Mouvement des Mères de la Place de Mai. Parmi les 30 000 disparus recensés par son mouvement en Argentine, il y a ses deux fils et sa belle-fille. Maria-Adela Gard de Antokoletz, vice-présidente, a un fils avocat. Parmi les clients qu'il défendait se trouvaient des prisonniers politiques. « Il a été arrêté sans raison, comme 200 de ses collègues », nous a dit sa mère.

Une force politique

Elles sont l'antenne internationale du mouvement et en appellent à la solidarité en parcourant sans relâche les capitales européennes. Certains Etats leur prêtent une oreille bienveillante, tels l'Espagne et la France où elles furent reçues respectivement par Felipe Gonzalez, premier ministre, et François Mitterrand, président de la République. Du côté des instances internationales, et, en particulier, à la Commission des droits de l'Homme des Nations

Unies qui a siégé à Genève, en février dernier, les choses sont moins engageantes : « Nos enfants, aux Nations Unies, ne sont qu'un numéro dans un dossier. L'ONU n'a rien fait pour qu'ils soient retrouvés et se contente d'accepter telles quelles les réponses du gouvernement argentin. Ce que disent les mères ne figure jamais dans les rapports ».

Serait-ce parce qu'elles sont des femmes qu'on ne les écoute pas ? Peut-être pas. Car les Mères de la Place de Mai constituent une force politique indubitable... mais à leur manière : « Nous ne défendons pas une idéologie, nous défendons la vie ! ».

Quand les femmes s'organisent...

Les Mères ont continué à manifester pendant la guerre des Malouines, à l'époque où la résurgence nationaliste était à son comble. « Guerre cruelle et absurde », disent-elles seulement, « une aventure folle qui s'est terminée comme elle devait se terminer ».

Dans un pays où les femmes sont traditionnellement peu organisées, la situation dramatique de ces mères et le travail inlassable qu'elles fournissent ensemble pour y faire face, ouvre une brèche dans ce continent où est né le mot « machisme ». « Les

mouvements les plus forts sont des mouvements de femmes. Outre le nôtre, il y a encore, par exemple, le mouvement des ménagères. Elles ont entrepris récemment une action « sacs vides », pour protester contre la cherté des denrées, où elles vont manifester avec leurs sacs à provisions tout vides ».

De la charité à l'engagement

Quoique les statuts du Mouvement des Mères leur interdisent l'affiliation à un parti politique, elles n'en font pas moins de la politique. Et elles le savent bien, ne serait-ce que par les menaces et les arrestations dont elles font l'objet. Hebe Pastor de Bonafini et Maria-Adela Gard de Antokoletz ont elles-mêmes été arrêtées à plusieurs reprises. Mais elles ont eu plus de chance (sans doute leurs fonctions dans le Mouvement constituent-elles une protection) que trois autres mères dont personne ne sait ce qu'elles sont devenues. Pour celles qui peuvent encore lutter, quelle que soit la délicatesse de leur engagement, elles tirent encore des leçons de ce douloureux apprentissage : « J'avais toujours ressenti le besoin de faire quelque chose pour les autres, dit Mme Antokoletz, mais je le faisais de cette façon, ô combien imparfaite, qu'est la bienfaisance ». « Moi, j'étais ménagère et ne m'occupais que de mon foyer, de la cuisine et des lessives. J'ai énormément appris, j'ai changé ».

Propos recueillis par
Martine Grandjean

Solidarité avec les Mères

Dans plusieurs métropoles européennes a lieu, un jeudi par mois, une manifestation de solidarité avec les Mères de la Place de Mai.

En Suisse, une quarantaine d'associations et d'organisations internationales non gouvernementales, regroupées dans le collectif « jusqu'à ce qu'on les retrouve », organisent, un jeudi par mois, une manifestation silencieuse devant les bureaux de l'Areolineas Argentinas, à Genève.

Chaque jeudi, un thème différent est prioritaire. Le 31 mars dernier était consacré aux Européens disparus en Argentine et en Amérique latine, le 28 avril sera consacré aux collégiens et aux jeunes disparus, le 26 mai, aux religieux et aux religieuses.

Enfin, signalons qu'une nouvelle association s'est créée pour dénoncer les disparitions : Mémoire, pour des hommes libres en Argentine, Case postale 237, 1211 Genève 2.

Rendez-vous des féministes pacifistes à Bruxelles

Bruxelles, 8 mars 1983 : 1 million de signatures pour le désarmement total présentées au quartier général de l'OTAN. Cinq mille femmes manifestent.

La Journée internationale de la femme est depuis bien des années le jour où hommage est rendu aux femmes qui luttent pour la paix et la justice. Le 8 mars 1982, la section américaine de la Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL) a lancé au siège des Nations Unies à New York la campagne STAR (Stop the

Arms Race). Le but de la campagne : inciter les femmes à protester contre la course aux armements et à réclamer le désarmement total en réunissant un million de signatures.

Quoique les campagnes STAR nationales diffèrent dans leurs priorités, les 25 sections de la LIFPL, ainsi que de nombreuses organisations féminines qui ont collaboré à la récolte des signatures, demandent toutes : que l'OTAN mette fin au déploiement de nouveaux missiles déstabilisateurs en

International (suite)

Europe, qu'il y ait reconversion vers les besoins humains des ressources utilisées dans l'accumulation d'armes ; que soit signé un traité interdisant complètement les essais nucléaires ; que soient créées des zones démilitarisées, et que des progrès soient faits à Genève dans les négociations sur les armes nucléaires stratégiques et de moyenne portée. La campagne STAR a pris fin à Bruxelles les 6-8 mars lors d'une manifestation organisée sous les auspices du Conseil national des femmes belges et de la LIFPL. Pendant ces trois jours, Bruxelles a été un point de rencontre important pour les femmes pacifistes de nombreux pays.

Le 7 mars, un programme très rempli nous attendait dans l'aula de l'Université Libre de Bruxelles : un atelier avec les thèmes de la décennie des Nations Unies pour la Femme : égalité, développement, paix ; une série-diapositives « Quatre minutes à Hiroshima » retraçant l'histoire des euro-missiles ; forum et discussions avec Karin Roth, Maud Froelich et Georgina Ashworth sur « la crise économique et la course aux armements », « la relation entre le désarmement et le développement » ; préparation entre les délégations nationales qui portent la pétition à l'OTAN. Le soir une fête a eu lieu avec des contributions de la chanteuse américaine Holly Near, Linette Almasso avec ses chansons pacifistes et écologistes.

(Suite de la p. 13)

marge du colloque, trois expositions, toutes remarquablement conçues, ont été présentées au public : l'une, en 47 panneaux, déjoue les mécanismes de la publicité et l'utilisation qu'elle fait de la femme ; la deuxième, photographique, montre les femmes dans des métiers non traditionnels ; et la troisième, sur un thème original, et toujours d'actualité : de la Rosière à la « Miss », la jeune fille dans les fêtes populaires.

Côté artistique enfin, des femmes du jazz ont pu se faire entendre dans un festi-

Prochain rendez-vous : le 24 mai 1983 pour la Journée internationale pour le désarmement, lancée par les femmes de Greenham Common et le mouvement des femmes pacifistes britanniques. Les femmes de partout sont appelées à faire une journée de grève dans leur travail quotidien habituel et à commencer des actions contre le stationnement mondial d'armes nucléaires. ● *Anne-Marie Käppeli*

Information et contact : « May 24 », 16, Arundel Road, Brighton, Sussex GB.

Grèce : réforme du droit familial

Le Parlement a adopté à l'unanimité une réforme en profondeur du **droit familial**, qui a pour effet de faciliter la procédure de divorce (le divorce par consentement mutuel va devenir possible), reconnaître l'égalité de l'homme et de la femme dans le couple, abolir la discrimination à l'égard des enfants illégitimes, abolir l'obligation de la dot. ●

Espagne : un petit pas ?

Le gouvernement soumet au Parlement un projet de révision urgente du code pénal. L'avortement reste considéré comme un délit, mais trois exceptions sont prévues à condition que l'avortement soit fait par un médecin :

- en cas de menace pour la santé de la mère,
- en cas de viol annoncé à la police,
- lorsqu'il paraît avéré que le fœtus sera atteint de troubles physiques ou mentaux graves.

Cette libéralisation répond non seulement aux promesses électorales du parti socialiste, mais aux vœux d'une partie de la population. Selon un sondage récent, 69 % est en faveur de l'avortement thérapeutique (santé de la mère), 65 % en faveur de l'avortement eugénique (santé de l'enfant), 50 % en faveur de l'avortement éthique (viol).

Le projet de loi prévoit en outre l'introduction d'un enseignement sur la contraception. ●

Pakistan : contre l'islamisation

La première manifestation féminine depuis la proclamation de l'état de guerre en 1977 a été le fait de 200 avocates et étudiantes qui ont protesté contre l'islamisation progressive du droit pakistanais : les femmes ne peuvent témoigner dans un procès pénal ; dans la procédure civile, il faut deux témoignages de femmes pour contrer le témoignage d'un homme ; les femmes ne peuvent accéder à la fonction de juge. Une trentaine de femmes ont été arrêtées lors de cette manifestation. ● (pbs)

val exceptionnel. Chaque soir encore, une chanteuse engagée a tenu la scène de la grande salle de spectacle de Beaubourg, parmi lesquelles Catherine Ribeiro et Pauline Julien.

Au cas où, à l'issue de cette semaine essouffante, Français et Françaises n'auraient toujours pas compris l'officialité de l'événement, le bouquet final l'a pour de bon estampillé comme tel : pour la clôture des festivités, le jour du 8 mars, un timbre a été émis en « hommage à la femme », à l'effigie de Danielle Casanova, résistante,

féministe et pacifiste corse, morte à Auschwitz en déportation pendant la seconde guerre mondiale. Et le soir même, c'est à la Garde Républicaine qu'est revenu l'honneur de célébrer par un concert la Journée de la femme, en présence, s'il vous plaît, du président de la République. Le rapport avec les femmes ? C'est pourtant simple : en ce soir du 8 mars, la Garde Républicaine était dirigée, mais oui Mesdames, par Mme Evelynne Aiello. ●

Corinne Chaponnière

Courrier

Une fois n'est pas coutume, c'est un lecteur qui nous écrit, qui se dit même lecteur assidu de notre journal !

Pour éradiquer l'abstentionnisme

Un poète qui admirait beaucoup Joseph Staline avait énoncé que la femme est l'avenir de l'homme. Mme Girard-Montet, par ses propositions de réforme électorale, laisse présager de la mort de la démocratie.

C'est en lisant « Femmes Suisses »

dans mon bain que, eureka, j'ai découvert dans cette idée de Mme Gertrude Girard-Montet l'amorce d'un remède radical (ha ! ha !) au problème lancinant de l'abstentionnisme.

Il suffirait d'abolir votes et élections tout simplement et d'instaurer, vous l'avez deviné, le système des quotas. Vous commencez par cinquante pour les nanas et cinquante pour les mecs, ensuite vous n'avez plus qu'à raisonner logiquement.

Vos 5 % d'agriculteurs vous les collez PDC ou radicaux. Les cols-

bleus, environ 30 %, au PDT et au PS à tire-poile. Puis 60 % de cols-blancs : voilà vos petits bourgeois avec quelques brebis galeuses. Patrons et capitalistes, 2 %, suivez mon regard et s'il y a du rab il doit bien rester quelque groupuscule.

Quant aux femmes qui souhaiteraient voter mâle (ho ! ho !) et aux hommes qui rêvent d'élire Jacqueline Berenstein-Wavre, est-ce qu'ils méritent de jouir du droit de vote ?

M. Edmond Charbonnaz, Avully